



N°34

Mercredi 20 avril 2016

lagazette-yvelines.fr



Hebdomadaire gratuit d'informations locales

La Gazette en Yvelines

Les premiers résultats de la nouvelle station de mesure d'Airparif, près de la zone industrielle de Limay-Porcheville, montrent une forte baisse de la pollution à l'arsenic.



Arsenic L'air moins pollué en vallée de Seine

Dossier - P. 2

Actualités p4

VALLEE DE SEINE



GPSO :
tous les projets
sur le fil
du rasoir

Portrait p.2

OLIVIER DEMOINET



il honore un
grand-père qui
l'a fait aller vers
les autres

Actualités p.4

YVELINES

Département : 120
agents « contre
l'austérité »



Actualités p.7

VALLE DE SEINE

Conflits d'hôpitaux
L'ARS appelée
à trancher



Faits divers p.11

MANTES-LA-JOLIE

Cortège
gouvernemental
en vue



P. 6 GARGENVILLE Grève nationale
chez Calcia

P. 6 ACHERES Jocelyne Triadou
s'offre un bain de foule

P. 7 POISSY Contre les vitrines vides,
une sanction par l'impôt

P. 7 MEZIERES-SUR-SEINE Deux adjoints
s'abstiennent de voter le budget

P. 8 JUMEAUVILLE Le village bénit
sa nouvelle cloche

P. 10 POISSY Un détenu de la prison
mort dans l'incendie

P. 11 ORGEVAL La station-service
piégée par des escrocs

Débarquez au musée
de Conflans-Sainte-Honorine



MUSÉE DE LA BATELLERIE ET DES VOIES NAVIGABLES

Renseignements : 01 34 90 39 50

www.musee-batellerie-conflans.fr

MUSÉE DE LA BATELLERIE
ET DES VOIES NAVIGABLES
3, place Jules-Gévelot,
Conflans-Sainte-Honorine



DOSSIER Arsenic : l'air moins pollué à Limay

Les concentrations élevées d'arsenic dans l'air limayen, à proximité de la zone industrielle et d'un lycée, avaient inquiété les élus qui avaient demandé l'installation d'une station de mesure permanente. Ses premiers résultats indiquent une division par trois de la présence du polluant.

Dans son rapport annuel sur la pollution en Île-de-France, l'organisme public Airparif a rendu pour la première fois publiques les mesures provenant de sa nouvelle station permanente en vallée de Seine, la troisième de l'organisme dans les Yvelines. Ses premiers résultats indiquent, en 2015, une baisse très significative de la pollution de l'air à l'arsenic par rapport aux années précédentes.

Évaluant la présence de métaux dans l'air, la nouvelle station de mesure a été installée à proximité

de la zone industrielle de Limay-Porcheville, du port de Limay et du lycée Condorcet. Son installation fait suite à deux campagnes de mesures en différents points de Limay, en 2012 et en 2013. Les deux rapports issus de douze semaines d'évaluation avaient alors montré la présence de niveaux élevés d'arsenic à proximité du lycée Condorcet.

Utilisé dans la métallurgie, l'arsenic est un cancérigène avéré, et il peut provoquer des affections cardiovasculaires et neurologiques. En 2013,

bien qu'inférieurs à la valeur cible* de 6 ng/m3 « largement respectée », ses niveaux moyens de 3,2 ng/m3 s'avéraient alors « 3 à 8 fois supérieurs à ceux des autres sites de l'étude et du site de référence parisien ».

« Nos demandes [de création d'une station de mesure permanente] ont été suivies d'effets, informait le maire limayen Eric Roulot (PCF) lors d'un conseil municipal de novembre 2014. Airparif a installé un poste fixe, proche du lycée Condorcet, pour mesurer en permanence les pollutions générées par les usines à proximité. »

Une station demandée par les élus

Lédile indiquait alors sa volonté de convaincre les industriels les plus concernés d'investir pour diminuer les émissions. Et, dans l'intervalle de deux ans entre les campagnes temporaires de relevés et l'installation de la borne permanente, certains d'entre eux ont soit fermé, comme l'incinérateur de déchets ménagers Valène de Guerville, soit réduit leur activité, telle la centrale thermique EDF au fuel de Porcheville (dont la fermeture est d'ailleurs envisagée en 2018, Ndlr).

En effet, ces deux derniers sites



L'aciérie Alpa, au cœur de la zone industrielle, était identifiée dans les précédents rapports comme émetteur important de pollution par les métaux, mais pas d'arsenic, rejeté surtout par les deux incinérateurs alors présents à Guerville et Limay.

industriels étaient identifiés par Airparif comme deux des quatre « principaux émetteurs » de polluants métalliques, en compagnie de l'aciérie Alpa, au cœur de la zone industrielle, et de l'usine de traitement et d'incinération de déchets spéciaux ou dangereux de Sarp industries, filiale de Veolia, située dans l'enceinte du port fluvial.

Trois fois moins d'arsenic en 2015 qu'en 2011

Seuls les deux incinérateurs étaient alors indiqués comme générateurs d'arsenic. En 2015, les niveaux moyens mesurés par la borne d'Airparif, à 0,9 ng/m3, ont été plus de trois fois inférieurs à ceux relevés précédemment. Cela reste le triple de la quantité relevée par les stations évaluant le « fond de

pollution » à Paris, mais six fois moins que la valeur cible.

Les trois autres métaux dont la concentration est aujourd'hui mesurée à Limay sont le plomb, le nickel et le cadmium. Parmi eux, seul ce dernier connaît des niveaux supérieurs, deux fois plus élevés, par rapport au « fond de pollution » parisien, « mais néanmoins faibles » pour Airparif.

* Installée par l'Union Européenne, la valeur cible correspond à un niveau fixé « dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble, à atteindre dans le mesure du possible sur une période donnée ». L'Organisation mondiale de la santé (OMS), n'indique pas de valeur de sécurité en ce qui concerne la présence d'arsenic dans l'air.



« Airparif a installé un poste fixe pour mesurer en permanence les pollutions générées par les usines à proximité », indiquait en novembre 2014 le maire de Limay, Eric Roulot (PCF).

Portrait Olivier Demoinet : il honore un grand-père qui l'a fait aller vers les autres

Médecin généraliste, très engagé dans l'humanitaire dans les années 1990 et aujourd'hui jeune retraité, il met la touche finale à un livre sur le parcours peu banal de son grand-père en 14-18.

La poignée de mains est franche, le regard bleu acier et le sourire avenant. Le docteur Olivier Demoinet, généraliste à Juziers à la retraite depuis octobre dernier, lie son engagement humanitaire en zone de guerre à un certain sens de la relation humaine transmis par son grand-père, Pierre Hadengue, dont il publie mi-mai le témoignage des années de guerre, de 1914 à 1918. Un projet qu'il poursuit depuis maintenant six ans.

Médecin à Juziers depuis 1982

Rassembler, trier et transcrire le témoignage de son grand-père semble autant un hommage à celui-ci qu'à son propre parcours. « Il a probablement contribué à cette ouverture et à ce respect des autres dont il était extrêmement respectueux », se souvient le médecin. Ayant perdu son père à l'âge de 12 ans,

en 1965, il côtoie beaucoup cet aïeul agriculteur, pendant sa jeunesse dans l'Oise. Avec passion, il l'écoute alors raconter ses souvenirs de guerre.

Lorsque celui-ci décède, l'adolescent envisage un moment de devenir prêtre, avant, au lycée, de se tourner vers la médecine. « C'était peut-être une volonté de me tourner vers les autres, d'apporter quelque chose là où moi, j'avais souffert, confie-t-il. Comme une reconnaissance vis-à-vis des médecins qui s'étaient occupés de mon père. »

Il rencontre sa future femme à la fac, travaille en parallèle de ses études, devient généraliste à cause « du rapport avec les patients », est embauché dans un dispensaire à Suresnes. Le jeune couple de médecins ouvre son cabinet à Juziers en 1982, habitant juste au-dessus avant de déménager à Gargenville, dans une mai-

son qu'ils ne quitteront plus. Mais, une décennie plus tard, son exercice confine à la routine.

« Comment j'aurais réagi lors du génocide des Juifs ? »

Se produit alors le génocide au Rwanda, et le début pour Olivier Demoinet d'un parcours dans la médecine humanitaire. « Je me suis toujours demandé comment j'aurais réagi lors du génocide des Juifs en 1944, témoigne-t-il aujourd'hui. Le Rwanda a été l'occasion pour moi d'apporter un embryon de réponse à cette question. Même si, sur place, on pense parfois avoir un peu préjugé de ses forces. »

Arrivé juste après le génocide, en août 1994, il y reste pendant un mois et demi éprouvant, en pleine épidémie de choléra : « 200 enfants mourraient chaque semaine à Goma. »



Depuis six ans, il retranscrit, vérifie et met en forme le témoignage de 14-18 de son grand-père, héros de guerre et agriculteur le reste de sa vie.

Les années suivantes, il retourne régulièrement en Afrique de l'Est, puis au Kosovo en 1998 et 1999. Il remue alors ciel et terre pour obtenir qu'une adolescente Kosovare puisse être soignée en France plutôt que mourir là-bas.

Rwanda post-génocide : « 200 enfants mourraient chaque semaine »

Ce nouveau combat le détache peu à peu, dans les années 2000, de structures humanitaires de plus en plus réticentes face à sa volonté inébranlable de sauver la jeune Valbona. « Elle est aujourd'hui installée à Lyon et a eu trois enfants, c'est une réussite phénoménale », commente-t-il, sans regrets mais avec beaucoup de gratitude : « Ça a été des moments difficiles pour ma femme, mes enfants et beaucoup de personnes impliquées. »



LES HALLES de LIMAY

Fruits...légumes...produits frais...surgelés...

Acceptation des tickets restaurants

LIMAY. ZAC DES HAUTS REPOSOIRS. TÉL. 01 30 33 31 10

YVELINES 120 agents manifestent « contre la politique austéritaire du département »

Vendredi 15 avril, le conseil départemental des Yvelines votait la mutualisation de son service archéologie avec celui des Hauts-de-Seine. Dans le même temps, plus de 120 agents ont battu le pavé pour s'opposer au « démantèlement des emplois et du service public ».

Pendant que les élus du Conseil départemental se réunissaient pour adopter la mutualisation des services d'archéologies des Yvelines et des Hauts-de-Seine, près de 120 agents du conseil départemental battaient le pavé dans les rues de Versailles.

« Nous regrettons la façon dont se passe le projet de fusion 78-92, explique Tristan Fournet, secrétaire général CGT du Conseil départemental des Yvelines. Aujourd'hui c'est le service archéologie : en fusionnant, on supprime trois postes sur quinze dans les Yvelines et les missions du service sont resserrées pour se concentrer sur l'archéologie préventive. Mettant de côté les autres missions comme l'approche pédagogique, les études et les recherches scientifiques. »

Pour les agents qui rejoignent ce service commun, il s'agira « soit d'une mutation, soit d'une mise à disposition » assure Pierre Bédier, président (LR) du Conseil départemental. « Le rapprochement des collectivités n'a de sens que si on réalise des économies d'échelles, ajoute-t'il. On fait des rapprochements pour faire les mêmes choses avec moins de personnel. »

« On fait des rapprochements pour faire les mêmes choses avec moins de personnel »

Pour les agents qui ne sont pas concernés par la mutualisation, le département affirme que des postes correspondant au mieux

à leurs attentes et en adéquation avec leur profil leur seront proposés.

« Aucune garantie sur le régime indemnitaire des agents transférés »

Par la voix de son secrétaire général, la CGT du Conseil départemental regrette aussi de n'avoir « aucune garantie sur le régime indemnitaire des agents transférés à l'EPCI, sur le temps de travail, les congés, les prestations sociales, etc. »

Tristan Fournet craint aussi que « ce qui se passe aujourd'hui au service archéologique risque d'annoncer ce qui va se passer pour les autres services. »

VALLEE DE SEINE GPSO : tous les projets sur le fil du rasoir

Si une large majorité des élus de la nouvelle communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise ont voté budget comme impôts, son président a annoncé un réexamen de tous les projets lancés.



« Nous avons une capacité d'épargne brute d'un peu moins de 13 millions d'euros, quasiment nulle », a indiqué Dominique Pierret, le vice-président aux finances, en présentant le budget.

Rassemblés en plein milieu de l'immense usine automobile Renault de Flins-sur-Seine, les 129 délégués de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPSO) * ont voté, jeudi dernier, le budget comme les taxes pour 2016. Quant aux projets lancés par les précédentes intercommunalités, ils pourraient bien être nombreux à ne pas passer le cap de la fusion, leur financement n'étant pas assuré selon la majorité.

Budget total de 308 millions d'euros

Par un complexe mecano financier, les contribuables ne doivent pas voir l'addition des taux com-

munaux et intercommunaux augmenter cette année. Comme lors de la séance précédente, majorité et oppositions se sont opposés une certaine idée de l'équité.

Un amendement en faveur de l'harmonisation des taux des six ex-intercommunalités, plutôt qu'un report du financement de GPSO sur la taxe d'habitation avec des compensations pour chaque commune, a été rejeté. La cotisation foncière des entreprises, elle, augmentera bien, d'une moyenne de 22,29 % en 2015 à 24,36 % cette année.

Le budget 2016, censé être une stricte addition des budgets des intercommunalités fusionnées,

se monte au total à plus de 308 millions d'euros, dont 259 millions d'euros pour son fonctionnement, plus que ce qui avait été annoncé le mois dernier lors du débat d'orientation budgétaire... mais toujours pas assez pour permettre de financer les projets engagés.

Hausse de la cotisation foncière des entreprises

« Nous avons une capacité d'épargne brute d'un peu moins de 13 millions d'euros, quasiment nulle. C'est une misère, comme disait le président Tautou à notre dernière réunion », a noté Dominique Pierret (LR), maire de Drocourt et vice-président chargé des finances. « Il faudra se remettre en question sur tous les projets que nous avons réfléchis jusqu'à maintenant », a donc justement prévenu le président de GPSO et maire de Verneuil-sur-Seine, Philippe Tautou (LR).

« Il faudra se remettre en question sur tous les projets »

« Toutes les décisions que nous prendrons seront des décisions équitables », a-t-il néanmoins voulu rassurer. Sans forcément convaincre : le groupe Seine s'est ainsi ému, par la voix du Bouafiais Philippe Simon (SE), « de crédits de paiement engagés pour l'essentiel autour de projets de la Camy (ex-communauté d'agglomération du Mantois, Ndlr). »



Plus de 120 agents du département ont manifesté ce vendredi, partant du château de Versailles pour rejoindre l'Hôtel du Département.

140 postes vacants supprimés

Les 120 agents manifestaient aussi dans les rues de Versailles pour s'opposer à un autre point à l'ordre du jour : la suppression de 140 postes vacants au sein du département. La CGT déplore « une réduction de postes permanente dans le département », indique Tristan Fournet, secrétaire général CGT du Conseil départemental des Yvelines. « Ce sont des postes vacants liés à des départs en retraite et des arrêts maladie non-remplacés. Les services sont à bout de souffle pour compenser. »

Pour justifier cette suppression, le département évoque « une contrainte financière forte et l'envie d'être au plus proche des besoins des Yvelinois et du territoire ». Un argument qui ne semble pas avoir convaincu le maire du Chesnay, Philippe Brillaud (LR) : « si on supprime des postes, c'est un peu difficile. »

Conseil à l'usine : expérience non renouvelée

La tenue de ce conseil communautaire en plein coeur de l'usine Renault de Flins-sur-Seine avait soulevé quelques émois, notamment financiers, d'une partie des élus d'opposition. Cette fois-ci, ce sont des applaudissements qui ont salué l'annonce du président Philippe Tautou (LR) à propos du lieu choisi pour la prochaine séance : la salle des fêtes de Gargenville, louée pour 900 euros, « un tarif très préférentiel » qui a fait l'unanimité.



Les projets et investissements lancés par les précédentes intercommunalités pourraient bien être nombreux à ne pas passer le cap de la fusion.

* GPSO est issue de la fusion de six intercommunalités de la vallée de Seine, de Rosny-sur-Seine à Conflans-Sainte-Honorine. Elle est responsable de nombreux services publics, de l'entretien des routes au ramassage des déchets en passant par l'approvisionnement en eau potable.

En bref

ILE-DE-FRANCE

Riches et pauvres le sont de plus en plus

Le Secours catholique constate l'accroissement des inégalités en Île-de-France, entre individus comme entre territoires.

L'Île-de-France est la première région économique de France, pesant 31 % de la richesse nationale produite chaque année. Mais c'est aussi « la région la plus inégalitaire », indique le Secours catholique dans un récent rapport issu de l'analyse de nombreuses statistiques sociales, économiques et géographiques franciliennes. Il prône, entre autres, un rééquilibrage de la construction de logements sociaux.

« Elle rassemble à la fois les personnes les plus riches mais aussi les plus pauvres de notre pays. Toutefois, ces populations ne se mélangent pas et vivent en des lieux nettement différenciés, avance le Secours catholique. La tendance mesurée au cours des 10 voire des 5 dernières années révèle un accroissement de ces disparités. » Le rapport s'inquiète également d'effets perceptibles en matière de santé comme d'éducation.

Selon l'association, l'habitat serait la première cause de cette « fracture territoriale ». Elle demande donc « un plan de construction de logements réellement accessibles aux plus pauvres », mais aussi que ces derniers soient « essentiellement réalisés dans les communes les plus favorisées au plan économique. »

En image



YVELINES Le vintage est de sortie

Les collectionneurs de voitures rétros ont enlevé les habituelles bâches recouvrant leur précieux bijou pour venir les exposer à la 20ème bourse-échanges. Au parc des expositions de Mantes-la-Jolie, 10 000 visiteurs étaient attendus sur le week-end. Jean-Paul, 66 ans, a déambulé samedi sur le salon : « Ça me rappelle une partie de ma jeunesse. C'est de la nostalgie quand je viens là ». A cette occasion, les connaisseurs pouvaient également faire l'acquisition de voitures exceptionnelles.

AUBERGENVILLE Le cirque dans les étoiles ouvre son chapiteau

Le vendredi 22 avril à 16 h 30, le Cirque dans les étoiles ouvre ses portes pour assister aux restitutions de fin de stage des enfants et des adolescents. A l'issue des différentes démonstrations, une rencontre est organisée avec l'équipe du cirque. Pour plus de renseignements, rendez-vous sur lecirquedanslesetoiles.fr

En bref

JUZIERS

Atelier couture cherche vieux torchons

La bibliothèque municipale juziéroise a lancé il y a peu un appel aux dons un peu particulier, puisqu'il s'agit de vieux tissus.

Tissu, fil, boutons, comme nappes, draps et torchons, sont destinés à l'atelier couture, afin d'animer les séances de contes pour enfants. Toutes ces nippes peuvent être déposées à la bibliothèque ou à l'accueil de la mairie.

Renseignements au 01 34 75 60 48.

ACHERES

Atelier jardinage : culture en lasagnes

Les amateurs de jardinage ont rendez-vous samedi 23 avril au jardin partagé des Champs-de-Villars. De 9 h 30 à 12 h, l'atelier « culture en lasagnes » permettra aux participants d'apprendre à installer un sol fertile pour cultiver ses plantes.

Pour obtenir plus d'informations, contacter le 01 39 11 99 28 ou ellsa.acheres@gmail.com

lagazette-yvelines.fr



Vous êtes entrepreneur, commerçant, artisan, vous désirez passer votre publicité dans notre journal ?

Faites appel à nous.

09 54 82 31 88

le@lagazette-yvelines.fr

GARGENVILLE Grève nationale chez Calcia

Un mouvement de grève touche le cimentier Calcia. Il est massif à la cimenterie de Gargenville, beaucoup moins aux Technodes, le siège français de l'entreprise situé à Guerville.

Ils refusent la quasi-suppression de leur prime d'intéressement. Plus de 90 % des 112 salariés de la cimenterie gargenvilloise de Calcia étaient, lundi (lors de l'impression de cette édition, Ndlr), toujours en grève depuis jeudi matin, dans le cadre d'un mouvement intersyndical et national de protestation.

Au siège de Guerville, nommé Les technodes, la grève est peu suivie parmi les 400 employés.

« Nous avons généralement une prime d'intéressement de 2 000 à 5 000 euros. Vendredi 8 avril, on nous a annoncé zéro, alors qu'on réalise 46 millions d'euros de bénéfice net, dont 43 millions remontés au groupe Italcementi (dont Calcia est une filiale, Ndlr), s'insurge Pascal Gaumer, délégué CGT à Gargenville.

Pour faire passer un peu la pilule, ils nous ont mis une prime de 150 euros bruts sur la paie du mois d'avril. »

Ils demandent 1 500 euros

L'intersyndicale demande le versement d'une prime de 1 500 euros nets pour chacun des 1370 salariés français de Calcia. Mais, au-delà des primes, l'inquiétude porte aussi sur le rachat en cours d'Italcementi par l'Allemand Heidelbergcement, qui a déjà annoncé des coupes dans les effectifs du groupe italien. La Gazette n'a pu joindre Calcia avant publication de cet article.



Plus de 90 % des 112 salariés de la cimenterie (photo) sont en grève depuis jeudi matin.

Indiscrets

Les maires de la vallée de Seine se désintéresseraient-ils totalement du projet de ligne nouvelle Paris Normandie (LNP), porté par SNCF Réseau (ex-RFF) ? De nouvelles voies ferrées améliorant la desserte normande doivent pourtant traverser le Sud de la vallée, passant près de Verneuil-sur-Seine, Buchelay, Mantes-la-Jolie et Rosny-sur-Seine. Mais la plupart des édiles yvelinois concernés, invités en mars à une réunion du comité consultatif à Evreux (Eure), ne sont pas venus. Ils avaient déjà été nombreux à boudier la première réunion de ce genre, organisée dans les Yvelines en octobre, ce qui avait étonné les responsables de SNCF Réseau.

Les élus déplorent parfois l'incivisme de certains de leurs administrés... mais ne montrent pas toujours l'exemple eux-mêmes. Ainsi, au dernier conseil de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPSO), l'ont apprenait qu'un quart des 80 représentants de l'ancienne communauté d'agglomération du Mantois (fusionnée le 1er janvier dans GPSO, Ndlr) n'avaient pas rendu les tablettes tactiles qui leur avaient été prêtées pendant leur mandat. « Sans vouloir polémiquer, je suis encore en attente des tablettes d'une vingtaine d'élus », a signalé le président de GPSO Philippe Tautou, sans toutefois donner de noms. Pour l'instant ?

Sortir d'un plan de communication n'est pas un exercice évident. Le premier ministre Manuel Valls en a fait l'amère expérience. Lors de la visite officielle organisée jeudi à Mantes-la-Jolie, il a donné l'opportunité aux journalistes de répondre à leurs questions. A cette occasion, la rédaction lui a demandé les raisons de l'offre de recrutement lancée sur le Mantois pour un délégué au gouvernement en charge de l'emploi et de la lutte contre la radicalisation.

Face à cette question, le premier ministre n'a pas su apporter de réponse. Finalement, il a fini par prendre le chemin de la sortie, croisant au passage notre journaliste. S'arrêtant devant, il lui a signifié qu'il s'agissait d'un appel à recrutement lancé pour deux délégués distincts. Suite à la contestation de ses dires par notre journaliste, il a demandé confirmation au préfet qui lui a signifié que le recrutement avait bien été lancé pour une seule personne et non deux comme il semblait le faire croire.

lagazette-yvelines.fr

En bref

ACHERES Jocelyne Triadou s'offre un bain de foule

Le centre sportif Jocelyne Triadou a été inauguré par Marc Honoré (SE), maire de la ville, en la présence de Gérard Larcher (LR), président du Sénat. L'ancienne judoka française a multiplié les louanges.



Gérard Larcher (LR), président du Sénat (à droite sur la photo) a rendu hommage au palmarès sportif de Jocelyne Triadou (à gauche sur la photo).

Samedi, la vraie star, c'était Jocelyne Triadou. Le maire d'Achères, Marc Honoré (SE), a inauguré en sa présence le nouvel espace sportif qui porte désormais son nom. A cette occasion, Gérard Larcher (LR), président du Sénat, a fait le déplacement pour rendre un hommage à la première femme française championne du monde de judo.

« un clin d'œil à toute ma famille »

Si Gérard Larcher (LR) a souligné « l'enfant d'ici qui n'a jamais oublié ses racines », l'édile de la

ville à quant à lui révélé « le talent remarquable » de cette Achéroise. Un talent qui l'a semble-t-il hissé haut et qui lui vaut aujourd'hui encore l'admiration de tous.

L'ensemble des habitants, passionnés sportifs et pratiquants amateurs, sont venus nombreux pour tenter d'approcher l'intéressée. Jocelyne Triadou ne pouvait faire un pas sans être sollicitée pour des autographes ou autres selfies. « Cet hommage est avant-tout un clin d'œil à toute ma famille et la fidélité d'une ville par rapport à une famille achéroise », a-t-elle précisé de façon tout à fait humble.

VOTRE SPÉCIALISTE DES PRODUITS FRAIS

LE NOUVEAU
PANIER FRAIS

FRUITS et LÉGUMES BOUCHERIE CRÈMERIE

-10 % de remise
sur présentation de ce coupon



P
GRATUIT

Rue Charles-Léger
78680 Epône
Tél. : 01 30 95 76 20

www.lenouveaupanierfrais.com

VALLEE DE SEINE Conflit d'hôpitaux : l'ARS appelée à trancher

Les centres hospitaliers de Mantes-la-Jolie et de Meulan – Les Mureaux s'affrontent autour du transfert de 15 lits. Les élus demandent l'intervention de l'Autorité régionale de santé.



Les syndicats de l'hôpital meulanais dénoncent « une baisse de la qualité des prises en charge » pour les patients de ces 15 lits de réadaptation restés à Mantes-la-Jolie.

Alors qu'un regroupement est prévu entre les trois institutions hospitalières de la vallée de Seine, du Mantois à Poissy, celles de Mantes-la-Jolie et de Meulan – Les Mureaux s'affrontent depuis plusieurs semaines. A Meulan-en-Yvelines, syndicats hospitaliers comme élus s'impatientent, et ont appelé à la rescousse l'Autorité régionale de santé (ARS) d'Île-de-France pour résoudre le différend.

« Nos locaux sont neufs et adaptés »

Prévu par l'ARS, le déménagement de trente lits de soins de suite et de réadaptation (SSR) de l'hôpital François Quesnay de Mantes-la-Jolie au centre hospitalier de Meulan – Les Mureaux (Chimm) n'a pour l'instant été réalisé qu'à moitié. Si 15 lits ont bien été déménagés en décembre, la direction de l'hôpital mantais (maintenant commune avec l'hôpital de Poissy) n'est pas pressée de transférer la moitié restante.

Au grand dam du Chimm, dont

la direction comme les syndicats protestent vivement. Les délégués de l'intersyndicale avaient déjà été passablement échaudés en octobre dernier, lors du transfert à Mantes-la-Jolie du service d'oncologie meulanais. « L'inquiétude se trouve renforcée aujourd'hui par le refus catégorique, pour des raisons financières, de transférer 15 lits, ordonné et prévu par l'ARS au 1er avril », dénoncent-ils dans un communiqué de presse.

« Nos locaux sont neufs et adaptés (plateau technique de rééducation, piscine, parc, hôtellerie), alors que l'hôpital de Mantes-la-Jolie ne dispose pas de ces infrastructures, justifie de la nécessité du transfert l'intersyndicale. Il est condamné au bricolage, entraînant par là même une baisse de la qualité des prises en charges. »

100 000 euros de perte par mois

L'hôpital de Meulan – Les Mureaux perdrait 100 000 euros par mois à cause de ce transfert incomplet. « Le Chimm a investi 130 000 € et embauché une dizaine d'agents

pour accueillir ces 30 lits », explique au Parisien son directeur Frédéric Mazurier. Il s'en réjouissait d'ailleurs en janvier, lors des vœux au personnel.

« Nous avons déjà transféré 15 lits en décembre alors que l'ARS nous laisse trois ans », répond Michaël Galy, directeur des hôpitaux mantais et pisciacais, toujours dans les colonnes du quotidien régional. Les élus locaux, eux, se seraient bien passés de cet affrontement public.

« Il faut que quelqu'un coupe court »

« La version n'est pas du tout la même entre les directions, les élus du conseil de surveillance [du Chimm] ont demandé encore une fois l'arbitrage de l'ARS, saisie il y a plusieurs semaines, commente, un peu lasse, la maire meulanaise Cécile Zammit-Popescu (LR). Nous sommes dans un climat conflictuel, à un moment, il faut que quelqu'un coupe court. On ne va pas continuer à s'étripier par journaux interposés. »

En bref

YVELINES Profs des écoles : recrutements en cours

L'académie de Versailles cherche actuellement à embaucher des professeurs des écoles contractuels.

Sur son site internet, l'académie de Versailles a lancé un appel au recrutement de professeurs des écoles contractuels. Les candidats intéressés sont d'abord sélectionnés sur dossier, puis recrutés après un entretien d'évaluation.

« Il ne faut pas exclure que l'on puisse faire appel à des contractuels, nous n'avons pas d'états d'âme là-dessus, prévenait à la rentrée de septembre 2015 le recteur d'alors, Pierre Yves Duwoye (aujourd'hui

remplacé par Daniel Filâtre, Ndlr). L'objectif n'est pas de préca-riser, de remplacer des titulaires par des contractuels, mais de répondre aux besoins des enfants, surtout dans les quartiers ou zones difficiles. »

Les candidats à l'enseignement aux enfants des écoles, de deux à onze ans, doivent être au moins titulaires d'une licence, d'une qualification en secourisme et natation, et avoir un casier judiciaire vierge.

MEZIERES-SUR-SEINE Deux adjoints s'abstiennent de voter le budget

Au dernier conseil municipal, deux des cinq adjoints se sont abstenus lors du vote du budget 2016.

C'est sans histoire que la dernière séance de conseil municipal devait se passer, et le budget de cette année être adopté. Mais deux adjoints qui sont aussi époux, Fabien et Cécile De Biasi, respectivement chargés de l'urbanisme et des affaires sociales, ont préféré s'abstenir. Ce signe plutôt négatif n'a cependant pas empêché l'adoption de la délibération budgétaire.

Le maire Jean-François Fastré (DVD) assure aujourd'hui qu'une « mauvaise interprétation de la situation » est à l'origine de cette

double abstention. « Je me suis expliqué avec eux, je pense qu'ils n'avaient sans doute pas saisi la portée politique qu'avait un tel vote, détaille Jean-François Fastré. Il est bien entendu que cette situation ne doit pas se renouveler. »

En séance, aucun des deux élus concernés n'a expliqué les raisons de son vote. « Ils se sont abstenus car le bureau municipal n'avait pas assez travaillé sur le budget, ils n'avaient pas tout compris, confie cependant un élu de l'opposition joint par La Gazette. C'est une erreur stratégique. »

FOIRE A TOUT

MERICOURT

DIMANCHE

24 AVRIL

Inscriptions obligatoires
au 01 30 63 92 54 ou 06 45 91 89 18

RESTAURATION et JEUX D'ENFANTS

Rassemblement de voitures anciennes

Plage de Méricourt - Yvelines 78

A partir
de 9h

VALLEE DE SEINE L'aménageur public « devra se transformer ou mourir »

Devenu président de l'Etablissement public du Mantois Seine aval, le Mantais Pierre Bédier (LR) envisage d'importants changements d'ici « quatre ou cinq ans ».

C'est par une interview donnée au journal spécialisé *Le Moniteur* que Pierre Bédier (LR), président de l'Etablissement public d'aménagement du Mantois Seine aval (Epamsa) depuis décembre dernier, a indiqué vouloir soit son évolution, soit sa fermeture.

Le président du conseil départemental des Yvelines le justifie par la création de la nouvelle communauté urbaine de la vallée de Seine, Grand Paris Seine & Oise (GPSO) *, dont il est également vice-président chargé des grands projets.

« La logique veut donc que l'Epam-

sa ferme ou se transforme dans les quatre ou cinq ans qui viennent, après avoir achevé ses opérations dans les meilleures conditions financières possibles, estime l'élu mantais dans les pages du *Moniteur*. La fermeture est la solution extrême alors que la transformation aurait plutôt la faveur de l'Etat. Mais est-ce pertinent ? »

« La fermeture est la solution extrême »

Chargé à sa création, en 1996, de coordonner les rénovations urbaines, puis l'Opération d'intérêt national (OIN) depuis 2007,

l'Epamsa est une émanation de l'Etat. Depuis octobre 2014, Pierre Bédier et nombre d'élus locaux, mécontents de la gouvernance de l'aménageur décidée par l'Etat, en boycottaient le conseil d'administration.

* GPSO est issue de la fusion, le 1er janvier 2016, de six intercommunalités de la vallée de Seine, de Rosny-sur-Seine à Conflans-Sainte-Honorine. Elle est responsable de nombreux services publics, de l'entretien des routes au ramassage des déchets en passant par l'approvisionnement en eau potable.

VALLEE DE SEINE Quand la pub habille les véhicules municipaux

Pour financer voiture ou minibus, ces mairies font appel aux entreprises. Alors qu'Epône inaugure la formule avec un minibus, le maire de Mézières-sur-Seine renouvelle son contrat existant.

La pratique est encore rare en France, mais elle se propage en vallée de Seine. Elle comptera en effet prochainement deux mairies ayant choisi d'afficher de la publicité sur un des véhicules destinés aux services municipaux : Mézières-sur-Seine, pionnière dans le département, sera rejointe dans quelques semaines par Epône.

expliquait ainsi en septembre 2015 l'édile épônois, Guy Muller (LR). Contre le financement pour trois ans d'un minibus de neuf places destiné aux jeunes comme aux seniors du centre de loisirs, soit un investissement d'environ 20 000 euros, le véhicule affichera des publicités pour les entreprises contributrices.

« C'est une opportunité »

« C'est susceptible de faire des économies à la commune, pour-quoi nous en passerions-nous ? »,

« Nous l'avons renouvelé car c'est entièrement financé par la publi-

city, indique de son côté Jean-François Fastré (DVD), le maire de Mézières-sur-Seine, de cette mesure adoptée sous le mandat de son prédécesseur. *C'est une opportunité : la commune n'a à payer que l'essence, les réparations et l'assurance. »*

Dans sa commune, qui vient de renouveler son contrat avec une régie publicitaire francilienne spécialisée, le Renault Kangoo est utilisé par tous les services.

MANTES-LA-JOLIE Nuit Debout gagne le 78

La première « Nuit debout » des Yvelines s'est tenue devant la mairie de Gassicourt. Il s'agissait de proposer une version locale d'un mouvement de contestation citoyenne, débuté quinze jours plus tôt à Paris.



A Mantes-la-Jolie, une centaine de personnes a participé à la première « Nuit debout » organisée dans les Yvelines.

Le mouvement « *Nuit debout* » est né place de la République, suite à la manifestation contre la loi El-Khomri du 31 mars. Depuis, l'événement rassemble tous les soirs des centaines de personnes, unies par la même volonté de démocra-

tie citoyenne et participative. Du côté de Mantes-la-Jolie, quelques Yvelinois ont décidé de lancer la version locale. La première « *Nuit debout* » du département s'est donc tenue vendredi soir, devant la mairie de Gassicourt.

JUMEAUVILLE Le village bénit sa nouvelle cloche

Arrivée à l'église Saint-Pierre-ès-Liens, la nouvelle cloche Augustine a été bénie lors d'une cérémonie officielle, samedi dernier.



Augustine, 154 kg, a été bénie avant son installation définitive au sein du clocher.

Après plus d'un an de discussions, la cloche Augustine est arrivée jeudi dernier à Jumeauville. Le village a donc organisé samedi une bénédiction officielle avant de l'installer définitivement dans ses appartements. Elle a été offerte à l'église Saint-Pierre-ès-Liens par les sœurs de la basilique Notre-Dame des Victoires à Paris.

La précieuse se trouvait dans un clocher mais n'était apparemment pas en adéquation avec les autres occupantes. L'harmonie doit se créer entre toutes car chacune génère des notes et des rythmes qui lui sont

propres, il n'est donc pas simple de trouver cloche à son clocher.

Le bienfait de la foudre

En 2009, la foudre qui s'est abattue sur le clocher du village a été une réelle chance. Sans cela, la série de rénovations du beffroi et des poutres, nécessaires à l'accueil de la cloche de 154 kg, n'aurait sans doute pas été fait.

L'arrivée d'Augustine permet de sauvegarder le patrimoine culturel tout en soulageant la cloche historique de l'église de Jumeauville.

MANTES-LA-JOLIE Dalle du Val Fourré : concertation avant restructuration

Avant de s'attaquer à son centre, privé, le réaménagement du cœur commercial du quartier commencera par une première tranche en périphérie, composée de parcelles publiques.

Annoncée en juillet 2015, la restructuration complète de la dalle commerciale du quartier du Val Fourré, dont la mairie a fait une priorité du second programme de rénovation urbaine, s'annonce complexe. Alors, avant de lancer les travaux sur les parcelles détenues par des bailleurs privés, la majorité a indiqué, au dernier conseil municipal, vouloir commencer là où les terrains sont publics, et lancer prochainement une phase de concertation.

L'emplacement de cette première tranche du chantier se situe au niveau du croisement entre la rue du docteur Bretonneau et du boulevard Georges Clemenceau. Si aucun calendrier n'a été com-

muniqué, l'objectif annoncé par le maire Michel Vialay (LR) au conseil municipal est que le chantier soit terminé d'ici à la création de la ligne de bus en site propre qui doit traverser le quartier, prévue en 2020.

Fin de la première tranche en 2020 ?

Les deux voies de circulations, à cette occasion, seraient alors réhabilitées. A terme, la municipalité mantaise souhaite, entre autres, y augmenter de 20 % les surfaces commerciales disponibles, créer environ 250 logements, et réhabiliter les commerces non démolis.

MANTES-LA-JOLIE Cortège gouvernemental en vue

Le premier ministre Manuel Valls s'est rendu à l'école primaire Claude Monet ainsi qu'à la caisse d'allocations familiales du quartier du Val Fourré. La visite a pour le moins été remarquée.

Le premier ministre Manuel Valls a choisi de se rendre à Mantes-la-Jolie afin de présenter le bilan 2013-2015 du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Un véritable cortège gouvernemental a pris part à la visite de l'école élémentaire Claude Monet ainsi qu'à l'antenne de la caisse d'allocations familiales, situées toutes deux dans le quartier du Val Fourré.

Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement et de la recherche, était à ses côtés jeudi matin ; tout comme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Emmanuelle Cosse, ministre du logement et de l'habitat durable, Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes et Ségolène Neuville, secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Des conséquences indésirables

Jeudi, il s'agissait d'une matinée assez inhabituelle pour les habitants. Au petit matin, les cartables des élèves de l'école primaire Claude Monet ont commencé à être fouillés, histoire d'écarter tout risque éventuel. La visite ministé-

rielle a été à l'origine d'un déploiement impressionnant de forces de l'ordre afin de sécuriser les lieux visités ainsi que les alentours.

La nuit précédente, les policiers ont fait face à de petits incidents dans les quartiers des musiciens et des peintres. Entre minuit et une heure du matin, ils se sont déplacés suite à des feux de poubelles et un incendie de camion, essuyant ainsi des jets de pierre lors de leur intervention. Des graffitis ciblant le premier ministre ont été découverts à cette occasion, obligeant l'agent municipal de permanence à effacer les inscriptions indésirables avant la venue des membres officiels.

Un effet mobilisateur

L'ensemble des membres du gouvernement sont arrivés vers 8 h 30. Si la visite de l'établissement scolaire a été menée par Frédéric Soutin, directeur de l'école, en compagnie d'enseignants et de représentants de parents d'élèves, plusieurs personnalités ont fait le déplacement pour cet événement particulier. Parmi l'assemblée, on a pu noter la présence notamment de Pierre Bédier (LR), président du conseil départemental, Michel Vialay (LR), maire de la ville, et Serge Morvan, préfet des Yvelines.

Durant une heure, des temps d'échanges avec les acteurs scolaires ont permis de dresser un bilan sur les dispositifs « *plus de maîtres que de classes* » et la « *structure passerelle pour les moins de trois ans* ». Le cortège a ensuite pris la direction de la caisse d'allocations familiales (Caf) à quelques encablures plus loin.

Devant la Caf, une cinquantaine de manifestants ont été tenus à l'écart par les forces de l'ordre afin d'éviter que les revendications ne viennent ternir l'image de cette visite officielle. Les protestataires étaient venus montrer leur mécontentement suite au non-remplacement des enseignants absents et à la surcharge d'effectifs (voir encadré).

A l'intérieur de la Caf, les élus gouvernementaux ont assisté notamment à la simulation d'une demande d'aide au logement et au traitement d'un dossier de prime d'activité dématérialisé. La découverte des lieux s'est terminée avec l'allocation de Manuel Valls, premier ministre, sur le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Finalement, le cortège officiel a pris la direction de Verneuil-sur-Seine où une visite était organisée à la résidence Coallia, oeuvrant pour l'insertion sociale et professionnelle.

MANTES-LA-VILLE La ville coupe les subventions au FC Mantois

Lors du dernier conseil municipal de Mantes-la-Ville, la décision a été officiellement prise par la mairie de couper les subventions au FC Mantois.



Pour justifier l'arrêt des subventions au FC Mantois, Cyril Nauth a notamment évoqué une action en justice du club de foot envers la mairie.

Sans surprise, le couperet est tombé pour le FC Mantois. Le club de foot ne bénéficiera pas de subvention cette année de la part de la mairie. « *J'ai indiqué publiquement qu'il était très difficilement envisageable de verser des subventions à une association qui traîne la mairie devant la justice* », a indiqué Cyril Nauth, le maire (FN) de Mantes-la-Ville.

Le maire de la Ville, Cyril Nauth, a cependant laissé entendre que le club pourrait retoucher des subventions « *s'il n'y avait plus cette procédure* ». Et d'ajouter « *ma porte reste ouverte, on peut imaginer une autre issue, pas pour 2016 mais pour 2017.* »

L'édile fait ici référence à la décision du FC Mantois de porter devant le tribunal administratif la baisse des subventions, perçues de la part de la ville au cours des deux années précédentes ; pour ne pas avoir versé des subventions similaires à celle de 2013, suivant la convention triennale signée entre le club et la mairie de Mantes-la-Ville en 2013.

Tour à tour, les trois oppositions de la ville ont pris la parole pour signifier leur opposition à l'arrêt des subventions pour le FC Mantois. « *Ce club est important pour la ville, et les liens social et sportif. Grâce à eux, on est fier d'entendre parler de Mantes-la-Ville, a estimé l'ancienne maire socialiste, Anette Peulvast-Bergeal. Cette suppression des subventions est regrettable vu les résultats du club.* »

Des enseignants interpellent la ministre de l'éducation



La venue de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation, a provoqué la présence de manifestants issus de l'enseignement.

Une cinquantaine de manifestants a fait le déplacement pour venir à la rencontre de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche. Si cette visite s'attachait, selon eux, à « *faire la*

propagande du dispositif *Plus de maîtres que de classes* », ils souhaitent quant à eux non remplacement des enseignants absents, à l'origine d'une surcharge d'effectifs au sein des classes.

MANTES-LA-VILLE La ville coupe les subventions au FC Mantois

Lors du dernier conseil municipal de Mantes-la-Ville, la décision a été officiellement prise par la mairie de couper les subventions au FC Mantois.



Pour justifier l'arrêt des subventions au FC Mantois, Cyril Nauth a notamment évoqué une action en justice du club de foot envers la mairie.

Sans surprise, le couperet est tombé pour le FC Mantois. Le club de foot ne bénéficiera pas de subvention cette année de la part de la mairie. « *J'ai indiqué publiquement qu'il était très difficilement envisageable de verser des subventions à une association qui traîne la mairie devant la justice* », a indiqué Cyril Nauth, le maire (FN) de Mantes-la-Ville.

Le maire de la Ville, Cyril Nauth, a cependant laissé entendre que le club pourrait retoucher des subventions « *s'il n'y avait plus cette procédure* ». Et d'ajouter « *ma porte reste ouverte, on peut imaginer une autre issue, pas pour 2016 mais pour 2017.* »

L'édile fait ici référence à la décision du FC Mantois de porter devant le tribunal administratif la baisse des subventions, perçues de la part de la ville au cours des deux années précédentes ; pour ne pas avoir versé des subventions similaires à celle de 2013, suivant la convention triennale signée entre le club et la mairie de Mantes-la-Ville en 2013.

Tour à tour, les trois oppositions de la ville ont pris la parole pour signifier leur opposition à l'arrêt des subventions pour le FC Mantois. « *Ce club est important pour la ville, et les liens social et sportif. Grâce à eux, on est fier d'entendre parler de Mantes-la-Ville, a estimé l'ancienne maire socialiste, Anette Peulvast-Bergeal. Cette suppression des subventions est regrettable vu les résultats du club.* »



Retrouvez les adresses et horaires des magasins proches de chez vous sur lidl.fr

POISSY Un détenu meurt dans l'incendie

Un incendie a causé la mort d'un détenu de la maison d'arrêt. Dimanche soir, il était 21 heures lorsque l'alerte a été donnée, générant une mobilisation importante des services de secours.



Les flammes se sont déclarées dans une cellule située au deuxième étage de la maison d'arrêt.

L'incendie s'est déclaré dans une cellule située au deuxième étage de la maison d'arrêt de Poissy. Dimanche soir, aux alentours de 21 heures, les flammes ont été à l'origine de la mort d'un détenu âgé de 57 ans.

Le doute plane

D'ordre accidentel ou intentionnel, le mystère plane sur la cause originelle de l'incendie. Pour autant, près de soixante sapeurs pom-

piers sont intervenus pour tenter d'éteindre le plus rapidement possible le feu et prendre en charge les victimes.

Apparemment, les émanations de fumées auraient provoqué l'intoxication d'une vingtaine de personnes. Suite à cet incendie, trois agents pénitenciers auraient été conduits au centre hospitalier de Poissy-Saint-Germain-en-Laye afin de recevoir des examens plus approfondis.

ORGEVAL Des cambrioleurs déterminés

Des malfaiteurs ont visé une parfumerie du centre commercial Art de vivre. Ils auraient tenté d'utiliser une voiture pour briser la vitrine avant de percer directement un trou dans la porte blindée.

Dans un premier temps, le quotidien révèle que les malfaiteurs auraient tenté de détruire la vitrine du magasin en utilisant une voiture Peugeot 205. Cette technique d'approche aurait été mise à mal par les plots installés devant la galerie.

Un trou dans la porte blindée

Pour autant, les cambrioleurs ne se seraient pas laissés décourager par ce contre-temps. Le journal *Le Parisien* indique que les malfaiteurs auraient décidé de « percer un trou à la disqueuse au milieu de la porte blindée qui donne sur le parking ». Cela leur aurait permis de pouvoir passer un bras ainsi, d'accéder au système de sécurité de la parfumerie.

LES MUREAUX Un colis bien bruyant

Vendredi matin, il était 10 heures lorsque la police nationale est intervenue dans le cadre d'un colis suspect. La situation était un peu inhabituelle puisque un bruit redondant sortait de ce paquet. Tout ce celui-ci avait été découvert derrière la porte d'entrée de La Poste. Par mesure de sécurité, l'agence a été évacuée tout comme

la banque voisine, soit une vingtaine de personnes.

Après avoir fait appel aux services de déminage, il s'est avéré que le colis suspect en question n'était autre qu'une viseuse électrique en fonctionnement. Le petit bruit redondant trouvait ainsi une explication tout à fait logique.

AUBERGENVILLE Ils s'introduisent dans le lycée pour trouver le voleur de portable

Agés entre 18 ans et 29 ans, trois personnes extérieures au lycée Vincent Van Gogh sont entrées sans autorisation dans l'établissement scolaire. Elles ont été condamnées à 70 jours d'intérêt général et 90 jours-amende à 7 euros.

Bien décidés à récupérer un portable volé, plusieurs jeunes se sont introduits en début de semaine dernière au sein d'un établissement scolaire d'Aubergenville. Aux alentours de 10 heures, trois personnes âgées de 18 ans, 20 ans et 29 ans, ont pénétré dans le lycée Vincent Van Gogh pour tenter de

retrouver la personne à l'origine d'un vol de portable.

Condamnés par la justice

Ils auraient sonné à l'interphone pour réclamer le voleur supposé mais devant un refus explicite, l'un d'eux se serait énervé, donnant au

passage un coup de poing dans une boîte aux lettres. Tous trois se seraient alors introduits au sein de l'établissement scolaire, obligeant la conseillère principale d'éducation à appeler la police nationale.

Arrêtés dans la cours du lycée, les jeunes ont été conduits au commissariat des Mureaux pour être placés en garde à vue. Le lendemain matin, soit mardi dernier, ils ont été déférés au palais de justice de Versailles en vue d'une comparution immédiate devant le tribunal correctionnel.

La justice a condamné le jeune homme âgé de 19 ans à accomplir 70 jours d'intérêt général et ce, dans un délai de 18 mois. Quant à ses deux comparses, ils ont écopé de 90 jours-amende à 7 euros (soit 630 euros) ainsi que 100 euros d'amende pour l'ainé de la bande à l'origine des dégradations sur la boîte aux lettres.



Trois jeunes ont pénétré sans autorisation dans le lycée Vincent Van Gogh.

nexity

une belle vie immobilière

BÉNÉFICIEZ D'UN LARGE CHOIX D'APPARTEMENTS

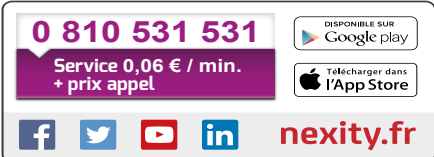
DANS LES YVELINES



Crystal Park à Carrières-sous-Poissy - Vue sur Parc

Découvrez nos résidences proches de chez vous, à Carrières-sous-Poissy, Houilles, Les Mureaux, Trappes, Sartrouville

ET PROCHAINEMENT LANCEMENTS À MANTES-LA-JOLIE, POISSY, VERSAILLES ET LE VÉSINET.



© ibta - Nexity Fédral RCS Paris 334 850 690 - *Prix valeur au 25/03/2016, dans la limite des stocks disponibles. Document et illustration non contractuelle à caractère d'ambiance - Illustrateur : R. Bobois - Mars 2016

ORGEVAL La station-service piégée par des escrocs

Deux personnes ont été mises en examen dans une affaire d'escroquerie à la carte bancaire. Elles avaient mis en place un dispositif permettant la récupération des coordonnées bancaires des clients d'une station essence.

Selon *Le Parisien*, deux personnes originaires de Bulgarie ont été mises en examen à Versailles mercredi dernier. En effet, elles sont soupçonnées d'avoir pris part à une escroquerie à la carte bancaire. Le quotidien indique que les deux hommes avaient placé « un dispositif destiné à capter les coordonnées bancaires » des clients de la station-service Total. Ils auraient été surpris dans leurs actes par la gendarmerie nationale.

Un réseau « à tiroir »

Selon toute vraisemblance, une enquête serait actuellement en cours pour identifier l'ensemble des tenants et des aboutissants. Actuellement, les investigations n'en seraient qu'aux balbutiements et devraient s'attacher à explorer tout un volet technique mettant notamment à contribution les organismes bancaires. Ce type d'escroquerie serait bien souvent le fait de personnes issues de la criminalité organisée et d'une délinquance itinérante, essentiellement des pays de l'Europe de

l'Est. Ces actes seraient réalisés par des réseaux dits « à tiroir », c'est-à-dire que le manque généré par les incarcérations est constam-

ment pallié par l'arrivée de nouvelles personnes. Cette méthode complique d'autant plus le travail des enquêteurs.



Les malfaiteurs ont ciblé une station essence Total.

ISSOU Vitres et rétroviseurs cassés

La ville de presque cinq milles habitants a connu une nuit de casse. Jeudi, il était une heure du matin quand une vingtaine de voitures garées ont été prises pour cible.

Deux personnes à moto se sont défilées grâce à une batte de baseball.

Dans leur folie passagère, ils ont visé les vitres et les rétroviseurs des vé-

hicules tranquillement stationnés.

Malheureusement, les recherches n'ont apporté aucun élément significatif permettant d'identifier les auteurs de la casse.

CHANTELOUP-LES-VIGNES Le conducteur de moto reconnu

Le propriétaire d'une moto volée a repéré son deux-roues puis alerté la police. Dans la poursuite, les fonctionnaires ont été l'objet de jets de pierres.

Certains samedis soirs sont un peu plus mouvementés que d'autres. Vers 19 h 30, un propriétaire dont la moto avait été volée aurait aperçu son deux-roues, conduit tranquillement par un inconnu. Après avoir alerté les services de police, l'homme a été invité à s'arrêter pour un contrôle. C'était sans compter le refus du conducteur qui aurait préféré s'engager au jeu du chat et de la souris avec les forces de l'ordre.

Les policiers l'auraient donc suivi jusqu'à se retrouver la cible de

malfaiteurs. En effet, ils auraient essuyé des jets de pierres. Aucun blessé n'est à déplorer puisque l'impact de ces actes aurait été seulement d'ordre matériel.

Pris pour cible

Un des auteurs aurait été arrêté par les forces de l'ordre, il s'agirait d'un Chantelouvaïs tout juste majeur puisqu'agé de 18 ans. Quant au conducteur de la moto, ce dernier a réussi à filer hors des radars de la police nationale.

ORGEVAL Soupçonné de pédophilie, il souhaite retrouver la liberté

L'ancien instituteur soupçonné d'actes de pédophilie a demandé une remise en liberté dans l'attente de ses procès, prévus en juin prochain. Le tribunal correctionnel de Versailles a rejeté sa requête.

Selon *Le Parisien*, l'ancien instituteur de l'école Pasteur d'Orgeval, soupçonné de pédophilie, est passé devant le tribunal correctionnel de Versailles pour demander une remise en liberté dans l'attente de ses deux procès prévus en juin prochain.

Il a avoué les faits devant les enquêteurs avant de tenter de se suicider lors de son séjour en prison. Tous jours selon nos confrères, le suspect souhaitait semble-t-il recouvrer la liberté « pour éviter d'être une charge pour ses proches ».

Le quotidien indique que la justice reproche à cet homme, âgé de 63 ans, d'avoir fait subir des attouchements à sept petites filles, entre septembre 2013 et début 2015. Apparemment, l'instituteur aurait

La tribunal correctionnel de Versailles a pris la décision de le laisser en prison, le temps qu'il compare dans le cadre de ses deux procès. Le 17 juin prochain, il devra répondre de ses actes devant la justice.

FOOTBALL Poissy reste dans la course

Poissy est allé s'imposer 1-0 à Dieppe ce week-end. Ce bon résultat permet au pisiacais de se maintenir à la deuxième place de CFA.



Illustration
Avec son succès face à Dieppe (1-0), Poissy reste en deuxième place de CFA.

Grâce à sa victoire (1-0) ce week-end face à Dieppe, Poissy reste en course pour la montée en nationale. Le seul but de la rencontre a été inscrit à la 38^e minute sur un tête de Mamilonne. Au retour des vestiaires, les pisiacais se retrouve rapidement à 10 suite à l'expulsion de Fofana. Mais malgré son infériorité numérique, Poissy va tenir la fin du match et le score n'évoluera pas.

Ce succès permet aux pisiacais de se maintenir à trois points du leader Quevilly Rouen, qu'ils rece-

vront dans le cadre de la prochaine journée de CFA, le 30 avril, avant un déplacement la semaine suivante à Croix, troisième au classement. Deux rendez-vous dont l'importance sera décisive pour la fin du championnat.

Le 30 avril, Poissy reçoit le leader de CFA

En déplacement contre Quevilly-Rouen, le FC Mantois s'est incliné (2-0) et pointe désormais à la neuvième place.

FOOTBALL Les Mureaux continuent la bonne lancée

Depuis le 28 février, les muriaux n'ont plus connu de revers en division d'honneur. Ce week-end, les Mureaux sont allés s'imposer sur le terrain des Gobelins (0-1). Cette courte, mais importante

victoire leur permet de rester à la troisième place du championnat, avec deux points de retard sur Versailles (2e) mais un match en moins.

VOLLEY-BALL Encore une victoire pour les volleyeuse du CAJVB

Septième victoire de rang pour les féminines du CAJVB (Conflans Andrésey Jouy-le-Moutier volley ball) en nationale 3. En déplacement à Boulogne Billancourt, les volleyeuses locales se sont imposées avec maîtrise trois sets à zéro (14-25, 19-25, 23-25). Ce succès leur permet de valider définitive-

ment leur deuxième place du championnat. Mais pour terminer dans les meilleures secondes des sept pour le nationale 3, les féminines du CAJVB devront l'emporter dimanche prochain à la maison contre Neuville, leader invaincu du championnat.

CANOE-KAYAK Les mantais s'illustrent à l'International race Pas-de-Calais

Trois kayakistes de l'AS Mantais ont participé à l'International race Pas-de-Calais de Boulogne-sur-Mer. Ils y ont réalisé de belles performances.



Illustration
Franck Le Moel (à droite) est arrivé troisième en kayak monoplace lors de l'International race Pas-de-Calais.

Les 9 et 10 avril, Boulogne-sur-Mer accueillait l'annuel « International race Pas-de-Calais ». L'AS Mantaise y avait envoyé une délégation de trois kayakistes seniors spécialistes du 200 mètres. Franck Le Moel, Yoann Le Moel et Nicolas Boursier ont pu se confronter à certains des meilleurs français et à

des athlètes de sept autres nations.

En kayak monoplace sur 200 mètres, Franck Le Moel a réussi une belle performance en finissant à la 3^{ème} place derrière les deux meilleurs français, Sébastien Jouve et Maxime Beaumont qui s'impose à domicile. Dans la

même course, le mantais Nicolas Boursier termine en 7^{ème} position pour sa première année en senior. Yoann Le Moel remporte quant à lui la finale B avec un chrono qui lui aurait permis de finir à la 5^{ème} place en finale A.

Sélection olympique et équipe de France début mai à Mantes-la-Jolie

Associés en K2 200 mètres, les frères Le Moel ont terminé deuxièmes, une nouvelle fois derrière Maxime Beaumont et Sébastien Jouve, l'un des meilleurs équipages français qui avait fini quatrième aux derniers championnats du monde.

La prochaine étape pour les kayakistes de l'AS Mantes sera la sélection olympique et équipe de France qui se déroulera les 4, 5 et 6 mai au stade nautique International Didier-Simond à Mantes-la-Jolie.

CYCLISME Le Paris-Mantes : c'est ce week-end

Les fans de vélo ont rendez-vous ce week-end pour la 71^e édition du Paris-Mantes. Cette course, organisée par l'Association sportive Mantaise, s'élancera le dimanche 24 avril à 8 h d'Orgerval pour une arrivée prévue vers 12 h

au Palais de Justice de Mantes-la-Jolie. Près de 170 coureurs, répartis en 23 équipes dont 5 étrangères, parcourront les 173 km du Paris-Mantes. A l'arrivée, à partir de 10 h 30, une animation musicale aura lieu.

KARATE Challenges nationaux à Ecquevilly

Le club de karaté d'Ecquevilly organisait ce week-end son septième challenge national. Un rendez-vous de karaté qui rencontre un succès grandissant.



Le challenge national de karaté d'Ecquevilly a rassemblé environ 380 inscrits.

Le club de karaté d'Ecquevilly a organisé ce week-end son septième challenge national au complexe sportif des Motelles. L'après-midi du samedi 16 avril et la matinée du dimanche 17 avril étaient consacrés à la section Kata de poussin à senior, l'après-midi du dimanche était dédié aux challenges de Kumité.

Des combattants ont fait le déplacement de toute l'Ile-de-France, mais aussi de Picardie et d'Eure pour y participer. « C'est toujours un énorme succès », apprécie Françoise Terki, présidente du club de Kara-

té d'Ecquevilly. *D'année en année, le nombre d'inscrits sur le week-end augmente avec 380 participants pour cette édition, contre 300 l'année dernière.* »

Les spectateurs ont aussi répondu présents avec « en moyenne toujours 300 personnes dans les gradins », estime Françoise Terki. *Et l'année prochaine, le challenge national d'Ecquevilly sera inscrit dans le calendrier de la fédération donc nous espérons attirer encore plus de monde.* »

HANDBALL Les conflanaises se rapprochent du podium

Les féminines 1 de Conflans-Sainte-Honorine se sont imposées 24-19 à domicile face à Ville-momble, deuxième de nationale 2 avant la rencontre. Une rencontre maîtrisée au cours de laquelle les conflanaises auront mené du début à la fin. Cette victoire leur permet de se rapprocher un peu plus du trio de tête avec seulement deux

points de retard sur Brest et Ville-momble, actuellement deuxième et troisième du championnat.

Les féminines de Conflans-Sainte-Honorine auront l'occasion de réduire encore cet écart dans deux semaines en déplacement à Brest.

HANDBALL Pré-régionale : les trois clubs locaux se partagent une victoire, un nul et une défaite

Dans le cadre de la 18^e journée du championnat pré-régionale, chacun des trois clubs locaux a connu une issue de rencontre différente. Achères est allé arracher le match nul à Saint-Cyr l'Ecole (23-23).

Vernouillet-Verneuil l'a emporté à domicile face à Louveciennes (35-30) et Mantes-la-Ville s'est inclinée à la réception d'Houdan (23-28).

Transdev Recrute des conductrices(eurs)...



Ils viennent de parcours différents, mais partagent deux choses essentielles :

leur métier de conducteur,
leur passion pour leur métier.

Vous avez **plus de 21 ans**,
vous avez un **sens commercial développé**
et **aimez rendre service aux autres**,
faites comme eux, **rejoignez Transdev !**
Postulez par e-mail :
rh.poleidfouest@transdev.com





MANTES-LA-VILLE

Horaires d'ouverture :

Du dimanche au jeudi de 8 h 30 à 23 h 00 en salle et jusqu'à 23 h 30 au drive
Vendredi et samedi de 8 h 30 à 23 h 00 en salle et jusqu'à minuit au drive.

A bientôt dans vos restaurants McDonald's !

